

Implantation de la Légion étrangère sur le plateau du Larzac : 1 649 emplois générés en 2019

Insee Flash Occitanie • n°107 • Mars 2021

La 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) atteint son effectif cible sur le plateau du Larzac en 2019 (1 297 militaires et civils). Les commandes passées localement pour assurer le fonctionnement du camp occupent l'équivalent de 28 salariés. Ces derniers, comme le personnel de la base, consomment pour eux-mêmes et leurs familles. Ces achats mobilisent à leur tour l'équivalent de 324 salariés. Au final, l'implantation de la 13^e DBLE génère 1 649 emplois en 2019.

À cheval sur les communes de La Cavalerie, Millau et Nant en Aveyron, le camp du Larzac existe depuis 1902 ► [figure 1](#) et accueille depuis 2016 la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (13^e DBLE). Son installation passe par une extension d'envergure du camp existant : des travaux majeurs d'infrastructure sont menés, d'une part pour pouvoir loger l'ensemble des légionnaires, d'autre part pour moderniser les installations en place et en créer de nouvelles. Cette étude mesure l'impact de l'implantation de la 13^e DBLE sur l'emploi local en 2018 et 2019 ► [méthodologie](#). Elle fait suite à une étude portant sur les premières années de présence sur le plateau du Larzac ► [pour en savoir plus](#). L'inscription économique est mesurée sous deux angles : les dépenses de fonctionnement

courant, qui s'inscrivent sur du long terme, et l'installation même du camp, au travers des travaux conséquents d'infrastructure qu'elle nécessite et qui sont par nature transitoires.

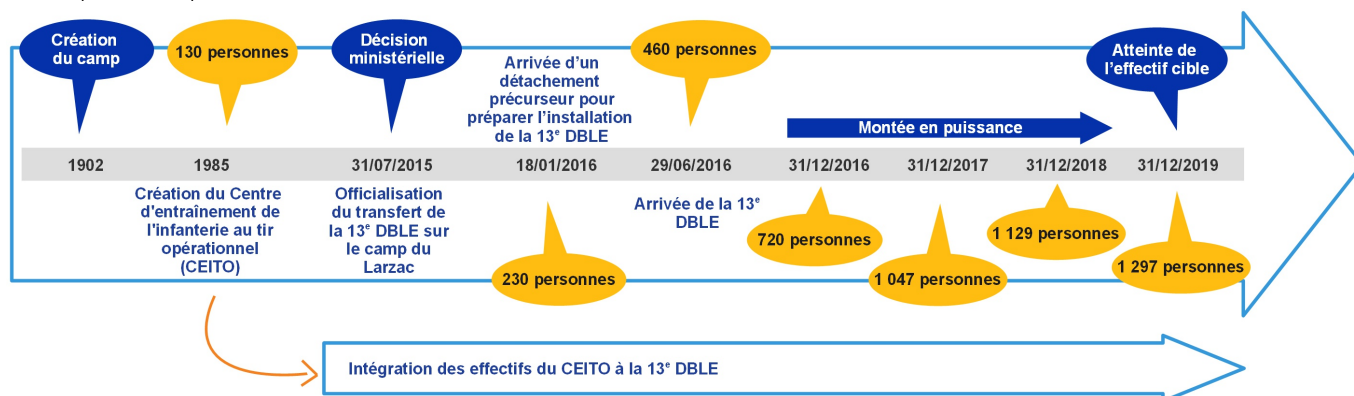
La 13^e DBLE atteint son effectif cible

L'implantation de la 13^e DBLE au sein du camp du Larzac continue à monter en puissance en 2018 jusqu'à atteindre son effectif cible en 2019 (1 297 personnes au 31 décembre).

Le camp compte logiquement une majorité de légionnaires (74 % des effectifs), principalement logés sur place. Les officiers et sous-officiers (23 %) vivent soit dans le camp en tant que célibataires géographiques, soit avec leurs familles dans les communes alentour. Enfin, quelques dizaines de civils, en charge notamment de travaux administratifs ou de maintenance mécanique,

► 1. La 13^e DBLE atteint son effectif cible en 2019

Historique du camp du Larzac



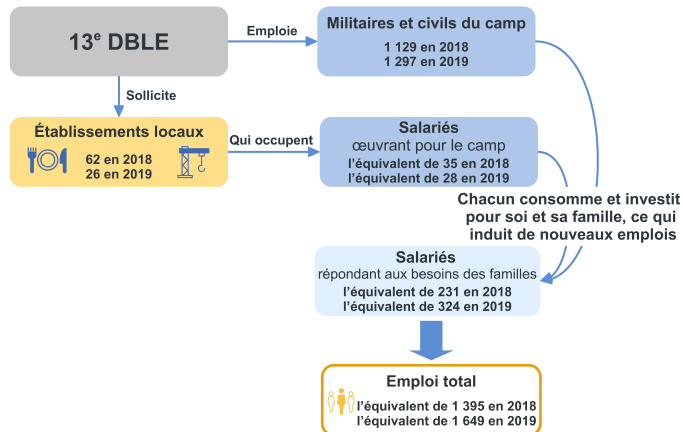
Source : ministère des Armées

En partenariat avec :



► 2. En 2019, la 13^e DBLE génère 1 649 emplois dans sa zone d'influence

Répartition des trois catégories d'emplois générés par la 13^e DBLE en 2018 et 2019



Sources : ministère des Armées, DRFIP Occitanie, données 2018 et 2019 ; Insee, Epure 2018 et 2019, Lifi 2017, Flores 2017, recensement de la population 2017

complètent ces effectifs. Ces derniers résident en dehors du camp. Les militaires et civils installés en dehors du camp privilégient les environs proches : 7 sur 10 résident à La Cavalerie ou à Millau et représentent avec leurs familles 4,6 % de la population de ces communes. De manière générale, ils vivent dans des familles plus nombreuses que la moyenne, de 3,9 personnes, contre 2,7 dans le département de l'Aveyron. En tenant compte de l'ensemble des familles, 2 462 personnes dépendent ainsi directement de la 13^e DBLE en 2019.

Des dépenses courantes proches d'un régime de croisière

Le fonctionnement quotidien d'une entité militaire n'est pas directement comparable à celui d'une entreprise classique. Une grande partie des dépenses nécessaires pour faire fonctionner le camp et répondre aux besoins du personnel relève en effet de marchés publics nationaux. C'est par exemple le cas pour l'alimentation dont 80 % du budget est régi par un marché national. Seuls les 20 % restants peuvent alors faire l'objet d'un

approvisionnement auprès d'établissements locaux.

Avec la montée en puissance des effectifs, la vie de quartier qui s'est désormais installée et l'avancée des travaux d'infrastructure, l'organisation de la base du Larzac se rapproche de son régime de croisière. Les commandes passées localement pour assurer le fonctionnement courant se stabilisent depuis 2017 : 468 000 euros de dépenses sont facturés à 20 établissements locaux en 2019

► **figure 2.** La moitié des dépenses concernent l'alimentation puis vient l'entretien des bâtiments (ménage notamment) et de la base en général (espaces verts, petites réparations, etc.). Les établissements sollicités font très souvent partie d'entreprises à taille humaine. Sur les montants facturés, 54 % relèvent ainsi de microentreprises et 38 % de petites et moyennes entreprises. En parallèle, les travaux consacrés à l'adaptation de la base restent nombreux. Mais contrairement aux années précédentes, d'importants marchés ont été réalisés en sous-traitance, ce qui complique l'identification des établissements locaux *in fine* sollicités : en 2019, 732 800 euros sont ainsi facturés à 6 établissements locaux repérés de manière certaine.

Au total, les commandes passées à proximité du camp par la 13^e DBLE pour les dépenses courantes et les travaux d'infrastructure occupent l'équivalent de 28 salariés en 2019 ► **méthodologie.**

De nombreux emplois pour répondre à la consommation des familles

À leur tour ces salariés, comme le personnel de la 13^e DBLE, consomment et investissent pour eux-mêmes et leurs familles : alimentation, habillement, logement, services, autant de besoins qui trouvent satisfaction à proximité des lieux de résidence et induisent de nouveaux emplois : l'équivalent de 324 salariés en 2019. Du camp dépendent donc trois catégories d'emplois : son personnel, les salariés mobilisés dans le cadre de son fonctionnement courant ou des travaux d'infrastructure et les salariés sollicités pour répondre aux besoins de consommation et de services des familles. Ces emplois, localisés dans le camp ou à proximité, représentent au total 1 649 salariés. •

Christophe Bordet, Magali Flachère (Insee)

► Le mot du ministère des Armées : les effets positifs générés par l'arrivée de la 13^e DBLE se concrétisent sur le territoire

Au sein de la base, les quatre bâtiments d'hébergement des cadres s'intègrent dans une démarche environnementale, via l'installation de panneaux solaires thermiques, de systèmes de récupération des eaux pluviales pour une utilisation en eau sanitaire et de parkings végétalisés. L'opération en cours « Cœur du régiment » s'inscrit quant à elle dans une démarche de haute qualité environnementale, avec notamment la création d'une chaufferie biomasse alimentée par la filière locale. Le ministère des Armées a introduit des clauses sociales dans ses marchés d'infrastructure, avec un objectif à terme de 50 000 heures d'insertion sur la durée des travaux. Fin septembre 2020, 30 000 heures étaient déjà réalisées par 38 personnes en situation d'insertion.

Le nouveau collège, dont la construction a été déclenchée par l'arrivée de la 13^e DBLE, devrait ouvrir en 2023 dans le sud de l'Aveyron. La communauté de communes Larzac et Vallées a pour projet de construire un gymnase à proximité. Il facilitera l'enseignement sportif au collège et renforcera la dynamique associative, tout en permettant l'intégration des familles de la 13^e DBLE.

La maison de santé pluridisciplinaire ouverte en 2019 accueille 20 000 consultations par an.

► Méthodologie

L'influence de la 13^e DBLE n'est significative que dans une zone restreinte autour du camp du Larzac. Le **territoire d'étude** se limite ainsi au département de l'Aveyron (où la grande majorité du personnel du camp vit et où la plupart des établissements sollicités sont implantés), auquel sont ajoutés des territoires du Tarn et de l'Hérault proches du plateau du Larzac où sont installés des établissements travaillant avec la 13^e DBLE.

Les **volumes d'emplois générés** sont à interpréter en tant qu'« équivalent salarié » puisque derrière un emploi peuvent intervenir plusieurs salariés consacrant seulement une partie de leur temps à la satisfaction des commandes ou des besoins des familles.

► Pour en savoir plus

- « Implantation de la Légion étrangère sur le plateau du Larzac : 1 410 emplois générés en 2017 », *Insee Analyses Occitanie* n° 69, février 2019
- « La Défense dans les régions », EcoDef n°80, *Observatoire Économique de la Défense*, juin 2016
- « Les aides de l'État aux territoires concernés par les restructurations des armées », *rapport de la Cour des comptes*, décembre 2014